

variations



Vincent de Coorebyter Professeur à l'ULB

En attendant l'Europe

A priori, l'année 2014 devait être l'année de l'Europe. Nouveau Parlement, nouvelle Commission, nouvelle direction de la Commission après dix années de présidence Barroso, avec en prime un processus plus démocratique pour la désignation du président. Et l'espoir, dans de nombreux milieux, d'assister à une réorientation de la politique européenne, puisque même les économistes et les institutions les plus orthodoxes dénoncent les effets pervers de l'austérité.

A ce stade, il faut déchanter. Le budget de l'Union européenne reste dérisoire au regard de ses missions. Le plan de relance à 300 milliards d'euros annoncé par Jean-Claude Juncker prend forme, mais les 315 milliards d'euros attendus reposent sur un fonds de garanties de 21 milliards seulement, la réussite du plan dépendant en fait d'investissements privés qu'il faudra mobiliser. La politique d'austérité n'est pas corrigée, juste contrebalancée par un embryon de relance fondé sur des projets à définir par les Etats membres, comme si l'Europe avait définitivement renoncé à son rôle de visionnaire, d'ordonnateur du temps et de l'espace.

La nouvelle présidence de la Commission va dans le même sens. En théorie elle doit, plus que tout autre poste, incarner la défense de l'intérêt européen qui incombe à la Commission pour contrer l'égoïsme des Etats. En pratique, on a désigné le plus expérimenté des leaders politiques nationaux au terme d'un accord entre les trois principaux groupes politiques du parlement, ceux qui correspondent aux trois tendances traditionnelles qui ont cristallisé au 19^e siècle, conservatrice, libérale et socialiste. Le vote des électeurs, et on peut s'en réjouir, a pesé davantage que par le passé dans cette désignation, mais ce processus aboutit à banaliser la fonction : on gère désormais l'Europe comme on gère la Belgique.

La question qui se pose, aujourd'hui, est de savoir si l'Europe va finir par décevoir ceux qui persistent à avoir foi en elle. Et le terme de « foi », ici, n'est pas une métaphore, car de plus en plus une certaine espérance européenne, telle

qu'elle s'exprime par exemple dans les colonnes du *Soir*, prend la structure d'un comportement religieux, avec ses trois composantes caractéristiques : la conviction d'une issue heureuse, la nostalgie des origines et l'espoir d'une renaissance.

Ceux qui ont foi en l'Europe, en effet, ne désarment pas, et répondent à toutes leurs désillusions en réactivant leur conviction : si l'Europe échoue ou déçoit, ce n'est pas parce qu'elle a été mal conçue ou qu'elle a pris un cours contestable (le primat de l'économie, la course à l'élargissement...), c'est parce qu'elle est bridée, incomprise et mal aimée.

Nostalgie des pères fondateurs

Pour ses thuriféraires, la seule solution aux errances de l'Europe c'est plus d'Europe. Il n'est jamais temps de juger la construction européenne, il n'est pas permis de se demander si cette formidable invention ne constitue pas un piège à certains égards, par exemple en matière sociale : il faut attendre que l'Europe donne sa pleine puissance, qui adviendra à un moment que nous ne pouvons pas connaître.

La nostalgie des origines, elle, est perceptible dans l'hommage sans cesse rendu aux pères fondateurs, aux pionniers de l'Europe et à la grandeur de son dessein initial tel que certains l'interprètent en jetant un voile pudique sur ses soubassements matériels : l'Europe nous a apporté la paix et la prospérité après deux guerres et une décennie tragiques.

Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas l'apanage de l'Europe (les pays qui n'y adhèrent pas ne semblent pas en souffrir), et cela ne convainc plus les citoyens d'aujourd'hui, pour qui la paix est une évidence et la prospérité un rêve fragile. C'est pourquoi la nostalgie des pères fondateurs se double d'un hommage à une période plus récente, la plus glorieuse de l'histoire de l'Europe, celle de la double Commission Delors, régulièrement invoquée pour nous convaincre que l'Union peut nourrir de grands projets et transcender les intérêts nationaux.

Mais c'était il y a trente ans, quand l'Europe comportait dix ou douze Etats membres, devenait seulement un grand marché et n'était pas encore lancée dans un élargissement continu. Pour ceux que l'Europe inquiète ou déçoit, l'évocation de la Commission Delors est plutôt la preuve qu'une chance est passée et que l'Europe, après avoir intégré le Royaume-Uni et des pays de l'Est méfiants devant toute régulation étatique, n'est décidément plus le grand architecte que l'on attendait.

Reste l'espoir d'une renaissance, que les tenants de l'Europe lient à deux preuves empiriques, en postulant que ce qui a marché peut marcher encore. D'une part, l'Europe ne fonctionne pas comme un Etat : elle possède en la

Commission un organe chargé de l'intérêt général, et dans le Parlement une assemblée dans laquelle des majorités d'idées sont possibles. D'autre part, l'enceinte européenne soustrait les décideurs politiques à la pression de leur base nationale et leur permet de prendre des décisions courageuses, axées sur le bien commun.

C'est exact, et on connaît les apports de l'Europe en matière de droits des femmes ou de lutte contre les discriminations, par exemple. Mais la Commission et le Parlement, nous l'avons vu, évoluent dans le sens d'un rapport majorité/opposition au sein duquel les groupes politiques minoritaires risquent d'être marginalisés, en particulier les Verts malgré leur foi européenne ardente. Quant à l'éloignement par rapport à l'opinion publique, il peut certes rendre courageux, mais il rend également sourd : il encourage les décideurs européens à ignorer certaines protestations populaires (comme par exemple l'initiative citoyenne qui a réuni plus d'un million de signatures contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique), au profit d'un dialogue serré avec des lobbies économiques qui ne représentent que leurs propres intérêts. Si l'Europe a été en pointe dans la lutte contre le réchauffement climatique, on sent sa détermination faiblir sous l'emprise des calculs économiques des Etats membres : ici aussi, l'exception euro-

péenne semble derrière nous.

Il n'y a peut-être pas, en tout ceci, de motif suffisant pour désespérer de l'Europe, pour renoncer à tout espoir d'un renouveau. Mais il y a de quoi, à tout le

moins, refuser d'attendre l'Europe comme d'autres attendent Godot. L'Europe ne répondra pas à certaines exigences sans être profondément réformée, à supposer que ce soit encore possible. ■